



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°188 1^{ER} FEVRIER 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CLASSEMENT
2019 SELON
L'INDICE DE
PERCEPTION DE
LA CORRUPTION
DE L'ONG
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

UN OUTIL EN LIGNE
POUR SUPPRIMER LES
BARRIERES
COMMERCIALES NON-
TARIFAIRES EN AFRIQUE
DEVELOPPE PAR LA
CNUCED ET L'UA

BURKINA FASO :
RAPPORT DE LA CCI
SUR L'ETAT DU
SECTEUR PRIVE EN
2019

SENEGAL : GESTION
BUDGETAIRE 2019 :
UN SURPLUS DE
TRESORERIE DE 145,3
Mds FCFA REPORTE
EN 2020 SELON LES
FINANCES

TANZANIE :
CONTRIBUTION DU
SECTEUR EXTRACTIF
AUX RECETTES
PUBLIQUES EN
HAUSSE

NIGERIA : QUATRE
ACCORDS SIGNES
AVEC LE NIGERIA
LORS DU SOMMET
ROYAUME-UNI –
AFRIQUE

LIBERIA : SIME DARBY
PLANTATION VEND SA
CONCESSION D'HUILE
DE PALME A UNE
SOCIETE LOCALE POUR
1 USD SYMBOLIQUE

TOGO : LE
GLYPHOSATE
INTERDIT AU
TOGO

1ER SOMMET
ROYAUME-UNI-
AFRIQUE ORGANISE LE
20 JANVIER A LONDRES
: 27 CONTRATS SIGNES
POUR UN MONTANT
TOTAL DE 8,5 Mds US



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Classement 2019 selon l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International

Pays	Classement 2019 de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC)	
Seychelles	27	↑
Rwanda	51	↓
Maurice	56	
Tanzanie	96	↑
Ethiopie	96	↑
Djibouti	126	↓
Ouganda	137	↑
Kenya	137	↑
Comores	153	↓
Madagascar	158	↓
Erythrée	160	↓
Burundi	165	↑
Soudan	173	
Soudan du Sud	179	↓
Somalie	180	

En Afrique de l'Est, le Rwanda, qui obtient un score de 53 points, est le seul pays de la CAE à obtenir un score supérieur à la moyenne mondiale établie à 43 points (sur un total de 100). La Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya, qui affichent des politiques de lutte contre la corruption, progressent au classement de respectivement 3 places, 12 places et 7 places. Le Burundi et le Soudan du Sud sont perçus parmi les pays les plus corrompus à l'échelle mondiale.

Dans la corne de l'Afrique, l'Ethiopie enregistre la plus forte progression et gagne 18 places au classement. Dans le cadre du programme de lutte contre la corruption impulsé par le Premier ministre, plus de 100 ex-fonctionnaires au sein de ministères et agences publiques, ont été inculpés pour « mauvaise gestion des fonds publics ».

Enfin, Madagascar obtient un score de 24 points, nettement en-deçà de la moyenne du continent africain. Les principaux points faibles du pays selon l'ONG sont : i) l'opacité des sources de financement des partis politiques, le non plafonnement des dépenses de campagne électorale et la non-publication des recettes et ii) l'influence de certains opérateurs économiques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Initiative de Lomé organisée les 17 et 18 janvier au Togo pour criminaliser le trafic de faux médicaments en Afrique

Les 17 et 18 janvier dernier, Lomé accueillait un sommet consacré à la lutte contre le trafic de faux médicaments en Afrique. Les chefs d'Etat de l'Ouganda et du Sénégal, le directeur général de l'OMS, ainsi que les ministres de la Santé de la Gambie, du Ghana, du Niger et du Congo-Brazzaville avaient fait le déplacement. L'initiative était organisée en partenariat avec l'ONG « Fondation Brazzaville » et a abouti à la signature d'une déclaration signée par les présidences du Togo, du Sénégal, d'Ouganda, du Niger, du Ghana et du Congo qui les engage à introduire des sanctions pénales dans leurs juridictions respectives qui criminalisent le trafic de médicaments falsifiés.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Le FMI actualise ses perspectives de l'économie mondiale pour l'année 2020

Le FMI a actualisé, le 20 janvier, ses perspectives pour l'économie mondiale (World Economic Outlook). Selon les estimations du Fonds, la croissance mondiale s'est établie à 2,9% en 2019 et devrait progresser à 3,3% en 2020 (contre 2,4% en 2019 et 2,5% en 2020 selon les estimations de la Banque mondiale). Pour les deux années, la croissance a été revue à la baisse de 0,1 points de pourcentage sous l'effet d'une activité économique moins vigoureuse que prévu dans quelques pays émergents, notamment en Inde. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'affermir à 3,5% en 2020 (contre 3,3% en 2019).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'ONU publie ses prévisions sur l'économie mondiale pour l'année 2020

Quelques jours après la publication annuelle de la Banque mondiale, l'ONU a publié le 16 janvier son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale » pour l'année 2020. D'après le rapport, l'économie mondiale a enregistré sa croissance la plus faible de la décennie, à 2,3% en 2019 (contre 2,4% selon la Banque mondiale). Selon les prévisions les plus optimistes, elle pourrait repartir à la hausse en 2020, à 2,5%, à condition que les tensions commerciales et géopolitiques s'apaisent. Dans le cas contraire, la croissance mondiale pourrait ralentir pour se situer à 1,8% cette année. En Afrique, la croissance moyenne du PIB devrait légèrement s'accélérer, de 2,9% en 2019 à 3,2% en 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Les flux mondiaux d'IDE en légère baisse en 2019, une augmentation modérée attendue en 2020

Les IDE mondiaux ont atteint 1 394 Mds USD en 2019 selon la CNUCED, soit un peu moins que le montant enregistré en 2018 à 1 413 Mds USD. Cette baisse est principalement tirée par une diminution des IDE vers les pays développés (-6%, à 643 Mds USD) et les pays en développement asiatiques (-6%, à 473 Mds USD). Les flux d'IDE vers l'Afrique ont en revanche augmenté de +3%, à 49 Mds USD. Ce montant demeure faible : selon la publication de la CNUCED, l'incertitude économique mondiale et la lenteur des réformes visant à remédier aux goulets d'étranglement structurels de la productivité dans de nombreuses économies africaines continuent d'entraver les investissements sur le continent.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Un outil en ligne pour supprimer les barrières commerciales non-tarifaires en Afrique développé par la CNUCED et l'UA**

L'outil tradebarriers.africa, développé par la CNUCED et l'Union africaine, a été mis en ligne le 13 janvier 2020. Il a pour objectif de faciliter la suppression des barrières commerciales non-tarifaires en Afrique, afin de rendre le commerce sur le continent plus facile et moins coûteux. Les commerçants et les entreprises qui transportent des marchandises à travers le continent peuvent désormais signaler instantanément les difficultés qu'ils rencontrent (telles que les quotas, les documents d'importation excessifs ou les exigences injustifiées en matière d'emballage, etc.) sur la plateforme.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **1er Sommet Royaume-Uni-Afrique organisé le 20 janvier à Londres : 27 contrats signés pour un montant total de 8,5 Mds USD**

Le Sommet UK-Afrique sur l'investissement était organisé par la primature du Royaume-Uni les 20 et 21 janvier 2020 et réunissait 16 dirigeants africains – dont 7 Chefs d'Etats de la CEDEAO : Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Alpha Condé (Guinée), Julius Maada Bio (Sierra Leone), Macky Sall (Sénégal), Mohamed Ould El-Ghazaouani (Mauritanie), Muhammadu Buhari (Nigéria), et Nana Addo Dankwa Akufo-Addo (Ghana). Il s'agissait du 1^{er} événement de cette envergure, impliquant également le secteur privé. Selon le communiqué du gouvernement britannique, 27 accords de près de 8,5 Mds USD ont été conclus entre les participants, dont 2 concernent la Côte d'Ivoire.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nouveaux éléments sur la réouverture des frontières du Nigéria**

Alors que le Niger estimait en novembre dernier à près de 40 Mds FCFA (61 M EUR) le coût de la fermeture de sa frontière avec le Nigéria, survenue en août 2019 après une décision unilatérale de son voisin anglophone – officiellement pour la lutte contre la circulation de produits de contrebande (pétrole et riz en tête) – les présidents nigérian et ghanéen se seraient entretenus sur le sujet en marge du Sommet UK-Afrique. Muhammadu Buhari aurait déclaré attendre les conclusions d'une commission nigériane travaillant sur le sujet et se serait inquiété de la contrebande d'armes et de drogues dures. La réouverture des frontières du Nigéria avec ses voisins (Bénin, Niger et Tchad), envisagée en janvier 2020, pourrait être reportée.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **50^{ème} édition du Forum économique mondial à Davos du 21 au 24 janvier 2020**

La 50^{ème} édition du Forum économique mondial était organisée cette semaine du 21 au 24 janvier à Davos (Suisse). Ce rendez-vous annuel, qui réunit à la fois dirigeants politiques, grands patrons du secteur privé et personnalités de la société civile, a été marqué par des échanges sur la lutte contre le réchauffement climatique. Quatre Chefs d'Etats africains ont fait le déplacement, dont les Présidents ghanéen et sénégalais Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et Macky Sall.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La coupure de deux câbles sous-marins au large des côtes camerounaises dégrade le réseau internet dans plusieurs pays d'Afrique**

Une coupure franche survenue au large des côtes camerounaises sur les deux câbles sous-marins de fibre optique WACS (reliant 14 pays) et SAT3 (connectant 12 pays de la région) interrompt ou dégrade le réseau internet depuis le 16 janvier dernier dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. La réparation de la panne pourrait prendre plusieurs semaines. Parfois seuls quelques opérateurs ont été touchés, selon les pays. Le réseau a déjà été rétabli en Côte d'Ivoire et reprend progressivement dans la région.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : amélioration du taux de collecte fiscale au Ghana

L'autorité fiscale ghanéenne (GRA) a dépassé de 4% son objectif de collecte fiscale, percevant un total de 43,8 Mds GHS en 2019 (env. 7 Mds EUR, soit 12,6% du PIB). Les recettes domestiques se sont élevées à 31,9 Mds GHS (env. 5,1 Mds EUR, soit 72,8% des recettes) tandis que les droits de douane se sont établis à 12,0 Mds GHS (env. 1,9 Md EUR). Pour la première fois en deux ans, la GRA dépasse son objectif malgré un retard sur ce dernier en juillet. La collecte de 2019 était supérieure de 16,2% à celle de 2018 (37,7 Mds GHS). Pour atteindre cet objectif, l'agence a mis en place de nouvelles procédures douanières dans les ports de Tema et Takoradi, et a intensifié les procédures de recouvrement fiscal, en particulier au T4 2019.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : en hausse, les investissements directs étrangers atteignent 3,4 Mds USD en 2019

Après une chute des flux d'IDE au Nigéria à 1,997 Md USD en 2018, ces derniers ont rebondi pour atteindre 3,4 Mds USD en 2019 selon la CNUCED, mais restent inférieurs à leur niveau de 2017 (3,5 Mds USD). Les IDE en Afrique de l'Ouest ont atteint 11 Mds USD en 2019, soit une hausse de 17% en glissement annuel. A noter également, le FMI a confirmé ses précédentes projections de croissance du PIB pour le Nigéria à 2,5% en 2020 et 2021. L'inflation a par ailleurs atteint 11,98% en décembre 2019 selon le Bureau nigérian des statistiques, son plus haut niveau depuis plus d'un an. Avec +11,39% en moyenne sur l'année, la hausse des prix ralentit néanmoins après +12,10% en 2018.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : L'endettement public a augmenté de 17% au T3 2019

Selon le Bureau nigérian de gestion de la dette (DMO), le stock de dette publique a augmenté de 17% en glissement annuel au T3 2019 pour atteindre l'équivalent de 85,39 Mds USD. L'endettement externe a augmenté de 25%, contre 13% pour l'endettement domestique. Le ratio dette domestique / dette externe s'établit à 68,4% / 31,6%, alors que le DMO cherche à atteindre un ratio de 60:40. La dette externe se compose à 46% de dette multilatérale (détenue par la Banque mondiale à près de 80%), 13% de dette bilatérale (détenue à 80% par la Chine et 11% par la France) et à 41% de dette commerciale (essentiellement sous la forme d'Eurobonds). Pour rappel, d'après le FMI, la dette publique nigériane représentait 29,8% du PIB en 2019.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Prévisions sur le programme d'émission burkinabè sur le marché régional pour l'année 2020

La directrice adjointe de la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique a conduit la délégation burkinabè qui a participé à la deuxième édition des « Rencontres du marché des titres publics » organisées par l'Agence UMOA-Titres du 8 au 10 janvier 2020 à Dakar. En 2020, l'objectif des autorités burkinabè est de lever 700 Mds FCFA (1,1 Md EUR) sur le marché régional, dont 335 Mds (512,4 M EUR) de bons assimilables du Trésor (BAT) et 365 Mds FCFA (558,3 M EUR) d'Obligations assimilables du Trésor (OAT). Le pays, dont la dette intérieure et la dette extérieure représentent chacune 50% du PIB, entend contenir le service de la dette en recherchant des ressources longues.

✉ Beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : DGI, un taux de recouvrement record de 97,29% en 2019

Lors d'une conférence de presse organisée le 17 janvier 2020 à Bobo-Dioulasso dans l'ouest du pays, le Directeur général des Impôts, Moumouni Lougué, a dressé le bilan de l'année 2019. Au titre du budget national, sur une prévision de 869 Mds FCFA (1,32 Md EUR), la DGI a mobilisé 844 Mds FCFA (1,28 Md EUR), soit un taux de réalisation de 97,2% des prévisions et un accroissement de 16,7% par rapport à 2018. Au profit des budgets des collectivités, elle a mobilisé 29,9 Mds FCFA (45,6 M EUR), soit une hausse de 8,3% par rapport à 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Rapport de la CCI sur l'état du secteur privé en 2019

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) a présenté, le 9 janvier 2020, les conclusions d'une étude sur l'état du secteur privé en 2019. Il ressort de ce rapport que la contribution du secteur privé à la mobilisation des recettes fiscales et douanières est estimée à 1 500 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) en 2019 contre 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) en 2018. La formation brute du capital fixe du secteur privé est estimée à 718 Mds FCFA (1 Md EUR) en 2019 soit une variation absolue de +94 Mds FCFA (143 M EUR) par rapport à 2018. Les IDE nets ont été en légère hausse en 2019 à 112,1 Mds FCFA (170 M EUR), contre 111,5 Mds FCFA (169 M EUR) en 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Hausse des prix à la consommation de +1,9% en décembre en glissement annuel

L'indice des prix à la consommation a augmenté de +1,9% par rapport à décembre 2018, soit 1,2 pp de plus par rapport au mois précédent selon l'Institut national de statistique cap-verdien (INE). La variation mensuelle, entre novembre et décembre 2019, est de 0,9%, soit 0,9 pp de plus que le mois précédent. La variation moyenne sur 12 mois en décembre 2019 s'est établie à +1,1%.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : L'inflation en baisse à +9,1% en g.a. en décembre 2019

L'inflation a été enregistrée à +9,1% en glissement annuel en décembre 2019 par l'institut de statistiques de Guinée, en baisse de 0,8 points de pourcentage par rapport à décembre 2018. Les principaux postes impactés par la hausse des prix en 2019 sont « produits alimentaires, boissons et tabac » (+11,6%), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+11,7%), « articles d'habillement et articles chaussants » (+7,4%) et « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (+4,6%). La hausse mensuelle pour le mois de décembre est de +0,4%. Pour rappel, le critère de convergence de la CEDEAO fixe la limite de l'inflation annuelle à 10%.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : La CEDEAO reconnaît l'élection d'Úmaro Sissoco Embaló

La Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a publié un communiqué, le 22 janvier, adressant ses félicitations au candidat Úmaro Sissoco Embaló – arrivé en tête du 2ème tour de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau organisé le 29 décembre 2019 avec 53,55% des voix, selon la Commission nationale des élections. La publication de ce communiqué intervient alors que l'autre candidat présent au 2ème tour, Domingos Simoes Pereira, conteste les résultats proclamés. La CEDEAO appelle les différents organes et institutions impliqués dans le processus électoral à finaliser rapidement leurs travaux afin de permettre l'investiture du nouveau Président.

✉ Lucile.basse@diplomatie.gouv.fr

▼ Mauritanie : Le gouverneur de la Banque centrale sortant nommé ministre de l'Economie et de l'Industrie, le Ministre nommé Gouverneur

La Présidence de la République a publié un décret portant nomination d'Abdel Aziz O. Dahi, dont le mandat de gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie vient d'expirer, au poste de ministre de l'Economie et de l'Industrie. Le ministre de l'Economie sortant, M. Cheikh El Kebir Moulaye Taher, est nommé gouverneur de la Banque centrale.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Retour du tarif douanier en vigueur avant l'accord d'association avec la CEDEAO

Le Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a adressé une décision à la direction générale des Douanes en vue d'autoriser l'entrée sur le territoire de toutes les marchandises selon le tarif douanier qui était appliqué avant l'accord avec la CEDEAO. La mise en application de cet accord est effective au 1er janvier 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Gestion budgétaire 2019 : un surplus de trésorerie de 145,3 Mds FCFA reporté en 2020 selon les Finances

Dans le cadre de l'atelier de lancement officiel de l'exécution budgétaire organisé le 21 janvier à Dakar, au titre de l'année 2020, le ministre des Finances et du Budget annonce que le Sénégal a enregistré un taux d'exécution de 98% du budget 2019. Les charges de l'Etat constituées du service de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement hors personnel, des dépenses d'investissement sur ressources internes et celles sur ressources externes, pour un montant de 4 003 Mds FCFA (6,1 Mds EUR) en 2019, auraient été exécutées à hauteur de 3 940 Mds FCFA. Une gestion budgétaire qui aurait permis un surplus de financement de 145,34 Mds FCFA reporté en 2020.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement de la préparation du salon Africa Santé Expo

Le lancement officiel de la troisième édition du salon Africa Santé Expo s'est fait à la Résidence de France, en présence du ministre de la Santé et de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. Le rendez-vous se tiendra du 1er au 3 avril 2020 à Abidjan. Le France sera le pays invité d'honneur d'une édition sur le thème: « Santé, beauté, et bien-être : des solutions nouvelles adaptées à l'Afrique ». L'initiative est portée par la pharmacienne Dr. Linda Claude Bouboutou Kaboré.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Émission par la Banque centrale de 9 Mds ETB (278 MUSD) pour permettre aux banques commerciales de faire face à la pénurie de liquidités

Pour la seconde fois en un mois, la Banque centrale a proposé des prêts d'une maturité d'un mois pour un montant total de 9 Mds ETB (après 5,5 Mds ETB fin décembre, soit 170 MUSD) aux banques commerciales afin de permettre à ces dernières de faire face à leurs problèmes de liquidités. Douze des seize banques commerciales ont répondu à l'offre, proposant des taux compris entre 9 et 10 %. Le paiement des impôts à l'État ainsi que le versement des dividendes aux actionnaires, qui interviennent tous deux en fin d'année, pourraient en partie expliquer que le ratio prêt/dépôt n'atteigne actuellement que 10 % pour certaines banques contre 58,7 % en moyenne pour l'ensemble des établissements en 2018/19.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Baisse de 32 % des flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants en Éthiopie

D'après la CNUCED, les flux d'IDE entrants en Éthiopie – qui ont atteint un niveau record à 4 Mds USD en 2017 – sont passés de 3,3 Mds USD en 2018 à 2,5 Mds USD en 2019, soit une baisse de 32 %. Le pays représente pourtant le 4^{ème} récipiendaire d'IDE du continent africain en 2019. Ce ralentissement s'inscrit dans un contexte d'attente des investisseurs de la concrétisation des réformes économiques annoncées par le Premier ministre. La Chine demeure le premier investisseur dans le pays avec 60 % des nouveaux flux d'investissements en 2019.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Contribution du secteur extractif aux recettes publiques en hausse**

Au cours de l'exercice fiscal 2018/19, les recettes fiscales provenant du secteur minier ont enregistré une augmentation de 79 % pour atteindre 150 MUSD contre 84 MUSD en 2017/18. Selon les autorités, cette performance est attribuée à diverses mesures de contrôle: i) le contrôle de la contrebande de minéraux et ii) l'ouverture des centres de centralisation des transactions visant à renforcer les services proposés aux exploitants et à lutter contre l'exploitation illégale. Ces mesures font parties des dispositions contraignantes pour les investisseurs introduites en 2017 dans le cadre de la nouvelle loi sur les mines. Pour l'exercice 2019/20, le gouvernement table sur une augmentation des recettes minières de 36 % pour atteindre 204 MUSD.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Emission par la Banque mondiale d'obligations en Francs rwandais (RWF) sur le LES**

Le 20 janvier 2020, dans le cadre du *UK-Africa Investment Summit 2020*, la Banque mondiale a émis des obligations en RWF pour un montant total de 40 MUSD (soit 37 Mds RWF), afin de financer les projets du gouvernement. Ces obligations, dont le gestionnaire principal est Citibank, donnent droit à un coupon annuel de 9,25 % et arriveront à échéance en 2023. Avec cette transaction, la Banque contribue au développement du marché financier local et offre aux investisseurs internationaux la possibilité de se familiariser avec l'économie rwandaise. Il s'agit de la septième opération de ce type de la Banque en Afrique subsaharienne.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée équatoriale : des mesures pour l'amélioration du climat des affaires

Alors que la Guinée équatoriale est désormais engagée d'un programme triennal avec le FMI, le ministère équato-guinéen des Finances, de l'Economie et de la Planification a annoncé vouloir avancer plus rapidement vers une amélioration du climat des affaires. Plusieurs mesures ont ainsi identifiées afin de permettre au pays de progresser au classement *Doing business* : optimisation du guichet unique des entreprises, réduction du capital minimum exigé pour les SARL, application des normes OHADA, et mise en place du système SYDONIA dans l'administration douanière.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : Création d'une joint-venture entre Barrick Gold et le gouvernement tanzanien

Le président Magufuli et *Barrick Gold* ont signé un accord pour la création de la joint-venture *Twiga Minerals Corporation* en charge de la supervision des activités de *Barrick Gold* en Tanzanie. Celle-ci est détenue à 84 % par *Barrick Gold* et à 16 % par le gouvernement. Selon l'accord financier, une fois les investissements de chacun des partis remboursés, les profits sont partagés à part égale entre Barrick et le gouvernement. Par ailleurs, Barrick s'est engagé à proposer des formations ciblées sur le secteur minier, en partenariat avec l'Université de Dar es Salaam (10 MUSD sur une période de 10 ans). L'entreprise s'est également engagée à améliorer le tronçon de route entre Bulyanhulu et Mwanza (jusqu'à 40 MUSD).

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Première obligation verte libellée en shilling kenyan cotée conjointement aux Bourses de Londres et de Nairobi

Le 13 janvier 2020, la première obligation verte du Kenya, d'un montant de 42,5 MUSD (4,3 Mds KES), a été cotée à la *Nairobi Securities Exchange* (NSE). Emise en octobre 2019 par le promoteur immobilier *Acorn Holding*, ce *green bond*, vise à pallier la pénurie de logements étudiants du pays, en construisant des logements abordables et respectueux de l'environnement pour 5 000 étudiants de Nairobi. Cette obligation est **le premier *green bond* non-gouvernemental noté par Moody's en Afrique ; elle obtient la note de B1, soit une appréciation supérieure aux obligations du gouvernement (B2)**. Le 20 janvier 2020, en présence du président Kenyatta, cette obligation a également été cotée à la *London Stock Exchange* (LSE).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : participation du Président Nana Akufo-Addo au sommet Royaume-Uni – Afrique

Le Président ghanéen était accompagné d'une délégation de ministres, dont ceux des Affaires étrangères et des Finances, ainsi que du directeur général du *Ghana Investment Promotion Center*. Parmi le total de 6,5 Mds GBP de contrats annoncés, le Ghana devrait bénéficier de 180 M GBP d'investissements pour ses hôpitaux de Kumasi et Koforidua, d'un financement de 40 M GBP pour l'aéroport de Kumasi, de 26 M GBP pour la fourniture de systèmes de filtration d'eau à énergie solaire et enfin, de 80,3 M GBP pour le projet de route Tema-Aflao. Par rappel, le commerce bilatéral entre le R.-U. et le Ghana a représenté 1,01 Md USD en 2018, avec 538 M USD d'exportations et 472 M USD d'importations du Ghana.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : signature de 4 projets entre le Ghana et la Banque mondiale pour un montant de 570 M USD

Parmi ces accords, le premier projet est un prêt de 200 M USD sur 5 ans qui vise à réduire les risques d'inondation en zones urbaines et à améliorer la gestion des déchets dans le grand Accra. Le second projet est un prêt d'un montant de 200 M USD sur 5 ans qui cherche à promouvoir les investissements privés dans les secteurs qui ne sont pas liés aux matières premières. Le troisième projet comprend un prêt de 150 M USD sur 6 ans et vise à améliorer la qualité de l'éducation primaire. Enfin le dernier projet est un don de 12,4 M USD adossé à un prêt de 7 M USD afin de réduire la déforestation due à l'exploitation artisanale et développer les investissements privés dans les plantations forestières.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : quatre accords signés avec le Nigéria lors du sommet Royaume-Uni – Afrique

Au total, 324 M GBP d'investissements ont été conclus en présence du Président Buhari et d'une délégation composée des ministres des Affaires étrangères, de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, des Finances ainsi que des gouverneurs des Etats d'Abia, Gombe, Kogi et Lagos. Le principal accord porte sur la promesse d'investissement de Savannah Petroleum dans le secteur gazier à hauteur de 315 M GBP. Les trois autres portent sur un projet d'éclairage public dans l'Etat d'Oyo, l'installation de tours de contrôle d'aéroport (2 M GBP) et de compteurs intelligents (5 M GBP). De plus, parmi les programmes de soutien de l'Etat britannique au Nigéria, 80 M GBP sont prévus pour la gestion des infrastructures publiques.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la banque Access continue son expansion sur le continent africain**

Access Bank, plus grande banque du Nigéria en termes d'actifs (18 Mds USD) a racheté 100% des parts de la banque kenyane Transnational Bank, signant son introduction sur le marché bancaire kenyan. Dans le même temps, Access Bank va ouvrir une filiale au Cameroun, avec un capital initial de près de 24,5 M USD. Le lancement de ses activités au Cameroun a été approuvé par la Banque centrale nigériane mais reste soumis à l'approbation du ministère des Finances camerounais et de la Commission bancaire de l'Afrique centrale. La banque a pour objectif de s'implanter dans 3 nouveaux pays africains d'ici 2022. Le groupe bancaire compte déjà 7 filiales en Afrique et plusieurs bureaux de représentation dans le monde.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Contractualisation entre la CNSS et la SIMAU pour la construction de 3175 logements sociaux**

La contractualisation entre la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et la Société immobilière et d'aménagement urbain (SIMAU) pour la maîtrise d'ouvrage et la cession de 3175 logements sociaux aux acquéreurs a été autorisée par le gouvernement en Conseil des ministres, le 18 décembre dernier. Les logements sont répartis dans les communes d'Abomey-Calavi, Porto-Novo et Parakou. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de construction de 20 000 logements sociaux dans 14 villes initié par le gouvernement. Cette décision devrait être prochainement suivie d'appels d'offres pour la construction de ces logements.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Lancement du Programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest (PACAO) de l'UE**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a procédé, le 21 janvier à Ouagadougou, au lancement du PACAO. D'un coût global de 7,5 M EUR, le programme – développé par la Commission de la CEDEAO et dont une partie de la mise en œuvre est déléguée au Centre du commerce international (ITC) – est financé par l'UE avec une contribution de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), mandatée pour l'opérationnalisation du programme dans sa composante burkinabè sur la période 2020-2024.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Démarrage officiel des travaux de construction d'un complexe touristique à Abidjan

Le ministre du Tourisme et des Loisirs et le ministre de la Construction de Côte d'Ivoire ont participé le 16 janvier à la cérémonie de pose de la première pierre du complexe touristique « Serena Village », situé sur le boulevard de Marseille, au cœur d'Abidjan. Porté par la SCI Serena et son PDG Mohamed Reslan, le projet d'un coût total de 28 Mds FCFA (43 M EUR) est bâti en bord de lagune et abritera un hôtel, des restaurants, une marina, un centre de loisirs, des espaces verts et une zone commerciale. Il devrait générer 6 400 emplois dont 2 000 directs selon le gouvernement. Le ministre du Tourisme et des Loisirs s'est félicité de cette initiative qui s'inscrit dans la stratégie gouvernementale « Sublime Côte d'Ivoire » adoptée en 2018 et qui ambitionne de porter la contribution du tourisme au PIB de 6,25% en 2018 à environ 8% à l'échéance 2025.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Inauguration du plus grand centre de conférence d'Afrique de l'Ouest, financé par la Chine (50 M USD)

Le Président Adama Barrow a inauguré le centre de conférence international Sir Dawda Kairaba Jawara le 12 janvier 2020. Ce centre, qui accueillera le sommet de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) en 2022, a été financé par un don de 50 M USD de la Chine. L'ambassadeur chinois en Gambie a déclaré que des projets de routes et de ponts étaient également en cours, pour un montant de 80 M USD.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Un futur projet financé par la Banque mondiale pour stimuler le secteur de la pêche en préparation

Le 22 janvier 2020, le gouvernement du Libéria et la Banque mondiale ont signé un accord d'avance préparatoire de projet de 3,7 M USD, avant la mise en œuvre effective d'un programme de soutien au secteur de la pêche d'un montant total de 40 M USD. Celui-ci devrait permettre la réhabilitation et l'agrandissement du quai de pêche de Mesurado en un port de pêche moderne et industrialisé ainsi la construction de jetées de débarquement dans les comtés côtiers, afin de réduire les pertes et créer un environnement plus hygiénique pour le poisson débarqué par les pêcheurs artisanaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : La France, 1er partenaire bilatéral du Niger dans le secteur de l'éducation

Le 17 janvier 2020 s'est tenu le 1^{er} comité de pilotage de l'année du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation du gouvernement, sous la présidence du Premier ministre nigérien. Ce comité a donné lieu à l'approbation d'un dossier de requête de financement de 77,3 M EUR, qui sera porté auprès du Partenariat mondial pour l'éducation. Ces fonds seraient versés au sein du Fonds commun sectoriel de l'éducation et gérés par l'AFD. En parallèle, la France, à travers l'AFD, a signé lors de ce comité une convention pour un montant de 15 M EUR pour la mise en œuvre d'un programme dans le secteur de l'éducation sur la période 2020-2022.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : Attribution à Wapco d'une autorisation de transport intérieur pour la réalisation du pipeline Niger-Bénin

Le Conseil des ministres du 17 janvier 2020 a validé le projet de décret portant attribution de l'autorisation de transport intérieur à la société chinoise West African Pipeline Company, filiale de China National Oil and Gas Exploration and Development Company Ltd. Le conseil a déclaré d'utilité publique la construction du système de transport des hydrocarbures par canalisation, ce qui permettra d'engager des procédures d'expropriation de toutes les propriétés immobilières impactées par ces travaux. Les travaux du pipeline de pétrole brut devraient débuter ce mois-ci avec un démarrage des exportations de pétrole en 2022, qui porterait la croissance à 11,9% selon le FMI.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Tchad : 100 M USD de la Banque mondiale dans le cadre du projet triennal avec le FMI

Le vice-président de la Banque mondiale pour la Région Afrique, Hafez Ghanem, et le ministre de l'Economie et de la Planification du développement, Dr. Issa Doubragne, ont signé jeudi un protocole d'accord de don de 100 M USD en faveur du Tchad. Ce financement de l'Association internationale de développement (IDA) a pour objectif d'accompagner les réformes engagées par le gouvernement.

✉ kureemant@afd.fr

▼ Rwanda : La BAD finance la préparation du projet hydroélectrique Ruzizi IV

Le conseil d'administration de la BAD a approuvé le 13 janvier une subvention de 8 MEUR à travers *l'Africa Investment Platform* de l'Union européenne pour soutenir la préparation du projet hydroélectrique Ruzizi IV. L'usine de production sera située sur la rivière Ruzizi entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo et, une fois achevée, devrait produire 287 MW d'électricité et exploiter le plein potentiel hydroélectrique de la rivière Ruzizi. Deux centrales sont déjà en service : Ruzizi I qui produit 29,8 MW et Ruzizi II qui 43,8 MW. Ruzizi III, avec une production prévue de 147 MW, est en cours de développement avec le soutien de la BAD.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Madagascar : Financement du projet Tana Water III par l'UE pour 65 MEUR

Le 23 janvier, le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) Ambroise Fayolle, la délégation de l'UE et le gouvernement malgache ont signé l'accord de financement du projet Tana Water III visant à améliorer l'approvisionnement en eau de la capitale. D'un total de 74 MEUR, il est constitué d'un prêt de 35 MEUR de la BEI, d'un don de l'UE de 30 MEUR, d'une contribution de l'Etat de 6,5 MEUR et d'un don de 2,5 MEUR de l'ONG WSUP. Il permet l'achèvement de l'extension de la station de pompage de Mandroseza, la construction de 3 stations de forage et de traitement d'eau, la réhabilitation de canaux d'approvisionnement en eau et l'installation de bornes fontaines dans plusieurs quartiers de Tananarive.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Libéria : Sime Darby Plantation vend sa concession d'huile de palme à une société locale pour 1 USD symbolique

Le groupe malaisien Sime Darby Plantation, le plus grand planteur de palmiers à huile au monde par la taille de ses terres, a annoncé le 16 janvier 2020 la vente de sa concession d'huile de palme détenue au Libéria à la société locale Mano Palm Oil Industries (du groupe Mano Manufacturing Company, le plus grand fabricant de produits ménagers du pays) pour 1 USD symbolique. Cette somme sera appuyée par un versement complémentaire basé sur l'évolution future des cours de l'huile de palme brute et la production d'huile de palme de la plantation. La concession, signée en 2009 pour une durée de 63 ans, porte sur une surface de 220 000 hectares.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Plus de 55 000 tonnes d'anacarde exportées pour une valeur de plus de 4,3 M EUR

Selon la ministre du Commerce Aminata Assome Diatta, qui présidait le 14 janvier 2020 un Comité régional de développement (CRD) sur l'évaluation de la campagne commerciale de l'anacarde de l'année écoulée, plus de 55 000 tonnes de noix d'acajou ont été exportées dans quatre pays d'Asie à partir du port de Ziguinchor, pour une valeur commerciale de 27 Mds FCFA (4,3 M EUR). A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire – qui fait partie des premiers producteurs mondiaux d'anacarde avec le Vietnam et l'Inde – en a exporté près de 800 000 tonnes.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Le glyphosate interdit au Togo

L'importation, la commercialisation et l'utilisation du glyphosate ont été interdites au Togo, le 19 décembre 2020, après l'adoption d'un arrêté – qui précise que ses dispositions ne s'appliquent pas au glyphosate expédié directement au Togo avant le 30 décembre 2019. En avril 2018, le gouvernement avait déjà pris des mesures interdisant l'importation et la commercialisation de l'herbicide Total, contenant le glyphosate, ainsi que de tout autre pesticide sans une autorisation préalable et un agrément délivré par l'Etat. Pour rappel, le glyphosate est l'ingrédient principal des herbicides à large spectre, largement utilisés en Afrique et dans le monde dans l'agriculture.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Installation de la première usine de dessalement à énergie solaire à Kiunga

L'ONG *GivePower* a construit la première usine de dessalement à énergie solaire du Kenya, dans le village de Kiunga du comté de Lamu, en proie à un stress hydrique important depuis plusieurs années. Le processus de dessalement traditionnel est très énergivore et coûteux. GivePower pallie ce problème en installant une série de panneaux solaires qui produisent 50 kWh d'énergie par jour, associés à des batteries Tesla haute performance pour le stockage, et alimentent ainsi deux pompes qui fonctionnent 24 heures sur 24. Cette « ferme à eau solaire », d'un montant de 500 kUSD, peut fournir chaque jour 75 000 litres d'eau potable, soit la consommation de 25 000 personnes. Le procédé de filtration avancé utilisé diminuerait les impacts négatifs sur l'environnement, en diminuant le rejet d'eaux salines résiduelles. Un projet similaire pourrait être lancé à Mombasa.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Nouvelle politique énergétique centrée sur le solaire et la géothermie en cours d'adoption

L'Ouganda a révisé sa politique énergétique nationale dans l'objectif de promouvoir le développement de l'énergie solaire et de la géothermie. Le pays souhaite attirer plus d'investissements dans le secteur de l'énergie en développant notamment les partenariats public-privé. C'est dans ce contexte que le gouvernement ougandais a récemment donné son autorisation à l'entreprise Royal Techno Industries pour des explorations sur deux sites géothermiques dans les districts de Nebbi et Hoima au nord-ouest du pays. Cela marque le début de la réalisation des projets devant aboutir à l'exploitation du potentiel géothermique de l'Ouganda, estimé à 1 500 MW.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Reprise prochaine des exportations d'animaux vers l'Arabie Saoudite

L'OMS a déclaré qu'aucun cas clinique de fièvre de la vallée du rift chez l'homme n'a été signalé au Soudan depuis le 12 décembre. Suite à cette déclaration, l'Arabie Saoudite a annoncé la reprise, début février, des importations d'animaux vivants soudanais, après la mise en place de mesures préventives concernant le dépistage et la mise en quarantaine des animaux. Ces mesures ont fait l'objet de discussions entre les deux parties, lors d'une visite en Arabie Saoudite du ministre soudanais des Ressources animales début janvier. Les animaux vivants représentent le deuxième poste d'exportation au Soudan avec des recettes supérieures à 700 MUSD en 2018.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Niger : Un accord de coopération entre le Niger et la Turquie dans les activités minières

Dans le cadre d'un accord de coopération entre la Turquie et le Niger dans les zones minières signé le 20 janvier 2020 par le ministre nigérien des Mines et le ministre turc de l'Energie et des Ressources naturelles, la direction générale turque de la recherche et de l'exploration minières (MTA) mènera des activités de recherche et d'exploration minières dans deux sites situés au sud-ouest du pays (Koulbaga et Dares Salam) avec un projet de géochimie, de géophysique et de forage. Rappelons que ces derniers mois ont été marqués par une forte percée économique turque au Niger avec de nombreux contrats remportés par le groupe Summa (nouvel aéroport de Niamey, construction de l'hôtel Radisson etc.).

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Cameroun : trois contrats de 25 Mds FCFA signés pour l'électrification de 150 localités dans l'Est du pays

Theodore Nsangou, Directeur général d'Electricity Development Corporation (EDC) a signé trois contrats visant à électrifier 150 localités dans l'Est du Cameroun, pour un coût de 25 Mds FCFA, grâce à l'énergie produite à l'usine de pied du barrage de retenue de Lom Pangar. Les sociétés adjudicataires retenues sont le marocain Fabrilec SA et l'entreprise tunisienne Steg International Services. Fabrilec sur une durée de 20 mois aura pour mission la conception, la fourniture et la mise en service des réseaux de moyenne et basse tension sur les axes Bertoua-Deng, Bertoua-Yangomo et Belabo-Goyou. Steg international aura la même mission sur les axes Abong mbandjé-Lomié et Abong Mbandjé-Messamena sur 18 mois. Pour rappel, la centrale hydroélectrique du barrage de Lom pangar, en cours de construction, devrait disposer d'une capacité de production de 30 MW.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : Le ministre des Mines et des Hydrocarbures ouvre l'« Année de l'investissement »

Gabriel Obiang Lima a réalisé plusieurs visites depuis le début de l'année aux Émirats Arabes Unis et au Vietnam afin de présenter les différents projets que le gouvernement de la Guinée équatoriale souhaite promouvoir. Plusieurs accords ont été signés, notamment concernant la construction d'une raffinerie, d'une capacité de 30 000 barils/jour. Le ministre a également signé un accord avec Duscaff Scaffolding pour un appui aux écoles techniques locales. Par ailleurs, l'entreprise américaine Marathon Oil a annoncé vouloir donner la priorité au projet « Remblai » d'Alen, avec la réalisation prochainement des études de faisabilité pour la production de méthanol.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : Inauguration de la liaison électrique entre l’Egypte et le Soudan

Après les premiers tests réalisés mi-janvier, le ministre de l’Energie et des Mines du Soudan a annoncé l’inauguration prochaine de la première phase du projet d’interconnexion électrique entre les deux pays. Elle permettra l’acheminement vers le Soudan de 50 MW. A terme, ce montant devrait être porté à 300 MW. Le projet dont le coût s’élève à 56 MUS\$D, comprend la construction de 300 tours, toutes en territoire égyptien. Actuellement, le Soudan importe 130 MW de l’Ethiopie. Pour rappel, le Soudan a une capacité de production de 3 000 MW dont 1500 d’origine hydraulique.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Sénégal : L’AIBD a augmenté son trafic de 5 % en 2019

Selon le directeur général de Limak-Aibd-Summa, la société chargée de la gestion de l’infrastructure aéroportuaire, l’aéroport international Blaise Diagne de Diass (AIBD) a augmenté de 5% son trafic en 2019 par rapport à l’année 2018, à 2 491 185 passagers, notamment grâce au lancement de la nouvelle compagnie Air Sénégal international. Limak-Aibd-Summa cherche à obtenir deux nouvelles certifications en 2020, afin de mieux positionner l’infrastructure aéroportuaire.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Entrée en vigueur de la dématérialisation du paiement de la redevance marchandise au 1er janvier 2020

Entrée en vigueur avec la nouvelle loi de finances, la réforme portant sur la dématérialisation du paiement de la redevance marchandise au niveau du port autonome de Kribi va permettre aux opérateurs économiques de s’acquitter des taxes relatives aux services rendus pour le passage de leurs marchandises au PAK sans se déplacer vers les bureaux situés dans la ville de Kribi. Cette formalité se fera désormais via le formulaire e-Force du Guichet unique du Commerce extérieur et permettra aux importateurs en quête de célérité dans le processus de s’arrimer aux exigences internationales en matière de facilitation des procédures du commerce international.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Inauguration du siège Afrique de l'Ouest de l'entreprise française KeyOpsTech

L'entreprise française KeyOpsTech a inauguré le 15 janvier 2020 son nouveau siège à Abidjan, le premier en Afrique. L'activité de l'entreprise est la digitalisation du suivi de livraison de colis et de plis entre les villes africaines. Créée en 2017, KeyOpsTech est présent dans cinq pays du continent africain : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso. L'inauguration du siège répond à une logique de plus grande proximité avec ses clients.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Visite du PDG du groupe Orange et du président de Canal+ International

Le PDG du groupe Orange, Stéphane Richard, s'est rendu en Côte d'Ivoire accompagné d'Alioune N'diaye, Directeur Afrique et Moyen-Orient et de Paul de Leusse, DGA. Ils ont échangé avec le Président ivoirien et ont rencontré les équipes de leur filiale locale. La délégation s'est également rendue au futur siège d'Orange Banque. Lors de son passage à Abidjan, le président de Canal+ International, Jacques du Puy, s'est lui aussi entretenu avec le Président ivoirien et a annoncé de futurs investissements dans la production de contenu locaux pour les chaînes de My canal.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : La Cameroun railways Company (Camrail) filiale de Bolloré acquiert quatre nouvelles locomotives

Dans la mise en œuvre du plan de renouvellement et de modernisation de sa flotte, Camrail vient de réceptionner un lot de quatre nouvelles locomotives neuves diesel électrique type C30ACi fabriquées par l'américain General Electric. Ces locomotives vont être mises en service dès le mois de février 2020 et sont destinées au transport des voyageurs. Cet investissement de 7,6 Mds FCFA a été financé par une garantie de prêt de l'Exim bank USA contractée par l'Etat camerounais. Pour rappel le transport des trains voyageurs avait été suspendu suite à la catastrophe ferroviaire d'Eséka en 2016. Cette nouvelle acquisition vient marquer un pas de plus vers le processus de reprise du transport des voyageurs prévu pour 2020.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : lancement de la préparation du salon Africa Santé Expo

Le lancement officiel de la troisième édition du salon Africa Santé Expo s'est fait à la Résidence de France, en présence du ministre de la Santé et de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. Le rendez-vous se tiendra du 1er au 3 avril 2020 à Abidjan. Le France sera le pays invité d'honneur d'une édition sur le thème: « Santé, beauté, et bien-être : des solutions nouvelles adaptées à l'Afrique ». L'initiative est portée par la pharmacienne Dr. Linda Claude Bouboutou Kaboré.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Le Cameroun classé 28e pays le plus corrompu du monde

D'après une déclaration rendue publique ce 23 janvier 2020 par la branche camerounaise de l'ONG anticorruption Transparency International, il ressort que le Cameroun avec une note de 25 sur 100 est classé 153e sur 180 pays selon l'indice de perception de la corruption 2019. L'IPC 2019 classe 180 pays selon leur niveau de perception de la corruption du secteur public d'après les experts et les hommes d'affaires sur une échelle allant de 0 (perçu comme très corrompu) à 100 (perçu comme très peu corrompu).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville organise du 8 au 10 avril 2020 un Forum pour présenter les opportunités d'affaires dans le département du Niari

Le Forum «Investissement et opportunités d'affaires dans le Niari» sera organisé par la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Dolisie, troisième ville du pays. Les professionnels du secteur agroalimentaire, notamment les partenaires financiers et les fournisseurs d'équipements de transformation et d'emballage des produits agricoles sont attendus à ce Forum. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un projet de réalisation d'une zone de transformation des cultures de base dans le Niari.

Pour plus d'informations, contacter la CCIAM de Dolisie (cciamdolisie@gmail.com).

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : La 4ème édition d’Osiane aura lieu du 20 au 23 avril à Brazzaville**

Placée sous le thème « Co-construisons notre futur », l’édition 2020 du Salon international des technologies de l’information et de l’innovation, Osiane, mettra l’accent sur l’innovation. Selon le président de l’association des professionnels des NTIC – Pratic, initiateur de l’évènement, l’objectif de cette édition est de relever le niveau de pénétration des technologies numériques et de l’innovation dans les entreprises. Les évolutions technologiques, le capital humain, les services proposés aux entreprises, les incitations et les freins à l’innovation, sont les thèmes qui seront entre autres abordés. Osiane 2020 espère accueillir plus de 10 000 visiteurs, contre 6 000 en 2019.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

